



## Compte rendu

# du Conseil d'Administration de l'INRA

tenu le 14 octobre 2003 à Paris.

(Fait à St Cyr l'Ecole, le 21 octobre 2003)

Consultation possible sur le site : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/>

Depuis 6 ans que nous sommes au Conseil d'Administration, nous n'avons jamais vécu une séance avec un tel dérapage des horaires. Aucun des points nécessitant des votes - en particulier le point budgétaire - n'avait commencé à être abordé trois heures et demie après l'ouverture du conseil ! Etant tous provinciaux, nous ne pouvions prolonger indéfiniment notre présence à une réunion convoquée à 14h30. Le dernier d'entre nous a dû partir avant le début du débat budgétaire pour attraper son train. Si c'était prémédité, la direction n'avait pas informé le personnel chargé de servir le cocktail prévu après le conseil. Debout près du buffet, ils furent effarés, quand le dernier d'entre nous, leur a appris à 18h qu'on n'avait pas commencé à parler de la Décision Modificative n°2 (DM2) !

Le mandat de M. Bertrand Hervieu comme président de l'INRA se terminant très prochainement, il présidait là – sauf s'il est reconduit - son dernier Conseil d'Administration. Outre le traditionnel examen d'une décision modificative au budget, le point principal de l'ordre du jour était ainsi « INRA 2020 ». Une information sur la « réalisation des priorités scientifiques 2001-2004 » était prévue après la DM2. En début de séance, M. Hervieu modifie l'ordre des points à traiter pour que M. J.M.Elsen, prévu pour le point « réalisation des priorités scientifiques », puisse se rendre à une autre réunion.

Juste après l'approbation du procès-verbal du conseil du 19 juin, le représentant CGT confédéral demande à faire une déclaration liminaire sur le budget « Recherche » 2004, déclaration qu'il avait préparée le matin avec les 2 élus. M. Hervieu estime qu'elle serait mieux placée avec le débat sur la DM2 et nous l'acceptons.

Et c'est là que tout a commencé...

### « Réalisation des priorités scientifiques 2001-2004 »

Après une introduction par Mme Marion Guillou sur ce que « l'INRA » avait eu envie de faire il y a 4 ans et ce que « l'INRA » avait envie de faire maintenant, M. J.M.Elsen développe le volet animal puis M. G.Riba le volet végétal.

M. J.M.Elsen décrit quelques grands axes : l'environnement avec le programme « porcherie verte », la biologie intégrative avec « Agenae », l'alimentation humaine, puis il montre l'évolution du dispositif. Nous nous inquiétons de la disparition de la physiologie animale. Il répond qu'au contraire, on « regroupe les physiologistes dispersés » et on en accroît la puissance.

M. G.Riba expose ensuite avec passion la pénétration de la génomique à l'INRA, la révolution scientifique qu'elle a provoquée, comment l'INRA s'est placé au niveau international dans ce domaine, et les exigences en face desquelles se trouve aujourd'hui l'institut :

- « La génomique, on est dedans ou on est mort. Si on est dedans, il faut suivre l'évolution technologique », et les groupes privés mettent des moyens énormes par rapport aux nôtres.
- Il faut être le premier à produire une séquence, sinon ça ne sert à rien.
- Le génotypage à haut débit va permettre de repérer des quantités de mutations ponctuelles puis de les comprendre statistiquement.
- Il faut fabriquer des « puces », les intégrer et voir ce qui se passe.

L'heure courant, nous décidons de nous taire. Plusieurs administrateurs se félicitent du travail accompli puis M. Hervieu prend longuement la parole, notamment sur les questions sociologiques posées par cette évolution de la science.

Au total, ça aura duré 2 heures...

## « INRA 2020 »

C'est un peu l'arlésienne de nombreuses réunions nationales depuis un an : on en entend parler sans la voir ! On nous répète chaque fois comment ça s'est construit depuis 2 ans : les larges consultations dans les Centres et le travail d'un cabinet d'experts spécialisé en prospective, puis, en dernière phase on nous annonce un document de synthèse stratégique à élaborer par le président lui-même. Avant le CA, nous avons reçu un gros pavé qui ne contenait pourtant que la synthèse des 2 premières faces du travail, la « consultation interne » et les scénarios du cabinet de prospective. La synthèse du président était promise pour la séance.

M. Hervieu s'excuse de n'avoir fini que maintenant. C'était, a-t-il dit, « plus un problème de maturation que de temps ». Il expose ensuite le contenu de sa synthèse stratégique :

Tous les avenir possibles ne sont pas satisfaisants. Si nous ne voulons pas que ceux que nous redoutons adviennent, nous devons agir dans le sens de ceux qui nous paraissent favorables. Ceux-ci tournent autour de l'acceptation plus ou moins élargie (en Europe ou même dans le monde entier) du « tripode »<sup>1</sup> qui fonde notre stratégie scientifique. Dans 20 ans, le monde sera en face de 5 grandes questions tournant autour des problèmes alimentaires divers de chacune de ses grandes régions ainsi que du passage du « développement » au sens ancien à un « développement durable ». L'INRA est attendu sur ces questions.

L'INRA est observé avec intérêt sinon envié depuis de nombreuses régions du monde, notamment les pays « émergents »

M. Hervieu a terminé son exposé en insistant sur la nécessité de conserver l'INRA comme structure nationale de recherche agronomique. Il a réfuté la dichotomie entre recherche fondamentale et appliquée, il a affirmé que les deux recherches devaient cohabiter au sein de l'institut. Il a par ailleurs insisté pour ne pas transformer l'INRA en agence de moyens.

Nous sommes intervenus pour souhaiter que ces déclarations ne soient pas uniquement des incantations compte tenu des menaces qui pèsent sur l'INRA. Nous avons également dit au président M. Hervieu : « Cela ressemble soit à votre testament, soit à un programme présenté aux ministères pour un 2<sup>ème</sup> mandat ». B.Hervieu proteste que c'est aussi « le document de tous » (à cause des innombrables réunions de la 1<sup>ère</sup> phase). Entre autres administrateurs, M. Pagès (Limagrain) - qui se définit comme agriculteur – félicite M. Hervieu et rappelle le déficit récurrent de nos échanges de produits agricoles avec le reste du monde. M. Havet (CFDT) prononce une longue intervention (préparée à l'avance) analysant de l'intérieur le contenu du document et la stratégie scientifique. Il réclame qu'« INRA 2020 retourne à la base et devienne un élément incontournable du débat des personnels sur l'avenir ». D'autres interventions suivent... Au cours de ces débats, deux des représentants CGT ont dû partir pour attraper leur avion.

Finalement, le dernier CGT interpelle le président : « A ce train-là, nous allons envoyer 3 régisseurs en prison » (allusion à la décharge de responsabilité que l'administration souhaite leur accorder mais qui doit être votée par le CA et qui figure en fin d'ordre du jour). M. Hervieu se départit alors de la sérénité et de l'affabilité qu'il a toujours observée même envers nous : « On traitera tout l'ordre du jour ! Vous pouvez dormir à Paris, on vous paiera la chambre ! »

L'élu CGT déclare ensuite : Si c'est votre testament, il n'y a pas lieu de s'appesantir. Si vous êtes reconduit, nous disons qu'INRA 2020 est essentiellement une opération de « comm' », c'est-à-dire, en l'occurrence : reprendre les inquiétudes des agents, reprendre les objectifs des opposants aux évolutions actuelles et leur dire : « Je pense comme vous et ce que vous souhaitez est possible, mais les scénarios tendancielles sont différents. Il faut me suivre sans avoir peur de ce qui pourrait vous paraître contraire dans ce qui va arriver au jour le jour. Je vois clair et je tiens le bon cap ! ». La restructuration actuelle montre bien que personne à la direction collégiale ne se soucie d'ajuster son travail à INRA 2020 : on a bouclé les nouvelles structures à marches forcées avant qu'INRA 2020 soit mûr, ce qui a même suscité la protestation écrite des chefs désignés pour les construire ! Nul ne peut prévoir l'avenir à 20 ans ; prétendre le contraire est une duperie. Il est par contre indispensable de désirer quelque chose pour plus

---

<sup>1</sup> Si vous ne savez pas ce que c'est, c'est que vous ne comprenez rien à ce que vous faites à l'INRA. Pour collaborer à l'œuvre stratégique de notre Direction Générale, nous vous l'expliquons quand même. Il s'agit des 3 piliers sur lesquels est bâtie notre recherche : « alimentation », « environnement » et « territoires ».

tard si on veut construire une action. C'est le rôle des idéologies. Celle qui anime nos gouvernements actuels, c'est le libéralisme économique, même si certains voient des nuances entre celui qui vous a mis en place et celui qui pourrait éventuellement vous reconduire. Si vous prétendez vous en démarquer, montrez-nous comment vous allez faire ; sinon, vous avouez vous-même que vous devrez faire le contraire de ce que vous affirmez, et donc que c'est bien de la « comm' ».

Pour finir, l'élu CGT demande qu'on sache ce que ça a coûté, en facture du cabinet sous-traitant comme en journées de travail du personnel INRA, dans cette période de vaches maigres. M. Hervieu s'énerve encore et renvoie « ce que coûtent à l'INRA les décharges de service ». M. Eddi (ministère Recherche) demande « qu'on ne rabaisse pas le débat » et plaide pour « qu'on s'approprie le pilotage stratégique dans la diversité des points de vue ». Plusieurs autres encore manifestent leur contentement... Le dernier CGT doit partir alors que Mme Marion Guillou est en train d'expliquer qu'il y a bien un lien entre INRA 2020 et la restructuration « pas dans le nombre de départements mais dans le développement durable... ».

## **POINTS BUDGETAIRES :**

=> La **déclaration CGT sur le projet de loi de finances 2004** pour la Recherche (remise au secrétariat du CA avant de partir) :

*Nous sommes en pleine période de débat budgétaire pour 2004, même si les chiffres ne sont pas encore précisément arrêtés, déjà le Ministre de la recherche se gausse d'une augmentation qui n'en est pas une. Il aurait été intéressant que le CA, après une première analyse ou approche, soit saisi d'un avis sur les projets gouvernementaux.*

*C'est ce que la CGT se propose de réaliser succinctement par cette intervention.*

*Le budget de la recherche augmenterait donc de 3,9 %. En vérité, c'est une véritable attaque en règle contre les EPST et la recherche publique française.*

*En réalité, est programmé :*

- 1) La précarisation à outrance des personnels par la suppression de 550 emplois permanents ce qui représente pour l'INRA 101 postes en moins avec recrutement de 92 CDD, voilà le progrès social et la modernité à la sauce Chirac – Raffarin – Sellière.*
- 2) Une stagnation voire une régression des crédits de fonctionnement, en témoigne la ligne budgétaire prévue pour l'INRA qui stagne pratiquement au même niveau qu'en 2003. Compte tenu de l'inflation dite officielle et sous estimée par l'INSEE à 2,1 % actuellement, c'est un recul en monnaie constante. Alors que la DM2 d'aujourd'hui démontre les difficultés à assurer tout simplement le paiement des salariés ainsi que la gymnastique comptable pour prendre sur d'autres lignes budgétaires, qu'en sera-t-il en 2004 ? L'INRA sera-t-il en cessation de paiement ?*
- 3) Le détournement des fonds publics sous couvert d'une fausse incitation à la recherche au profit des entreprises privées. En effet, le scandaleux crédit d'impôts en hausse de 440 millions d'euros, l'équivalent de 31 300 salaires au SMIC, lui augmente de 46 % sans compter les aides à la technologie style voiture propre, ...*

*En fait, ce sont essentiellement des groupes des IAA comme DANONE, NESTLE, LIMAGRAIN et autres PERNOD RICARD ou encore de la chimie-pharmacie, dégageant d'énormes profits par l'exploitation du salariat qui vont en bénéficier avec leurs actionnaires. Quand on sait, par exemple, qu'un M. Franck RIBOUD de DANONE, licencié patenté par ailleurs, a gagné en 2002 comme salaire l'équivalent de 200 SMIC environ par mois, nous pensons que ces sociétés ont les moyens de financer leur recherche !*

*Après cette hausse, le crédit d'impôt représentera plus du double du budget de fonctionnement de tous les EPST ! Et, en plus, aucun contrôle réel et précis n'est exercé quant à l'utilisation de ces fonds publics...*

*En conclusion, nous constatons que :*

- 1.- le gouvernement, dans sa logique économique capitaliste, poursuit et accélère la casse de tout ce qui est service public, ici, en l'occurrence, la recherche.*
- 2.- pour y parvenir, le gouvernement programme la fin du « statut de titulaire » dans la recherche, les patrons des grands groupes apportant leur expérience (voir le titulaire du Ministère de l'économie)*

*car lorsqu'une entreprise fonctionne avec une majorité de précaires il suffit de mettre fin aux contrats de travail pour arrêter la production...*

*Nous estimons que les membres du CA, hors représentants du gouvernement, devraient adresser une motion solennelle demandant une véritable et réelle progression du budget de la recherche, de l'INRA avec un vrai projet de développement de la recherche fondamentale publique en France dans l'intérêt de la population.*

=> Nous n'avons pas pu intervenir en séance sur la **décision modificative n°2 au budget 2003**, inscrite à l'ordre du jour et évoquée ci-dessus dans notre déclaration rédigée.

Elle se caractérise essentiellement par des transferts entre chapitres ou sections pour couvrir un besoin de financement sous-estimé de 3,13 M€ pour les traitements et charges du personnel permanent, et le « revenu de remplacement » du personnel en CFA. Ces transferts se font au détriment des primes et indemnités du personnel permanent (donc : question récurrente des points de sujétion...) pour 0,46 M€, des rémunérations du personnel boursier pour 1,21 M€ et, entre autres, des oeuvres sociales pour 0,38 M€

Depuis les « arbitrages de crédits de fonctionnement de l'INRA en loi de finances 2003 », le taux de couverture des Autorisations de Programmes n'est plus de 100% que pour la ligne 694 (valorisation, ...); il est descendu à 80% sur la ligne de « soutien de base aux unités » (690) et à 40 % pour les AIP (693). Rappelons qu'il y a quelques temps, cette situation avait mis le feu aux poudres au CNRS...

La réduction de 2 M€ des AP de « soutien de base aux unités » prévue dans cette DM2 améliorera pour le moment leur taux de couverture...

*Compte-rendu co-rédigé par Michel Lafarge et Pascal Tillard  
Elus CGT au Conseil d'Administration de l'INRA*

\*\*\*\*\*